PERÚ

CONVENTION DE MISE EN OEUVRE DE LA PRESTATION DE COOPERATION DENOMMEE « Programa de apoyo a la política de aseguramiento universal en salud en el Perú : Apoyo Técnico »

NN : 3009805

N° CTB : PER1001711

Entre :

L'Etat belge, représenté par le Ministre de la Coopération au Développement ou son délégué ;

D'une part,

Et :

La Coopération Technique Belge, société anonyme de droit public à finalité sociale, ayant son siège social rue Haute 147, 1000 Bruxelles, représentée par J. Valkenius et E. Godon, Administrateurs ;

Ci-après dénommée « la CTB »,

D'autre part,

Vu la loi du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération Technique Belge » sous la forme d'une société anonyme de droit public à finalité sociale, ci-après dénommée « la Loi portant création de la CTB »;

Vu l'arrêté royal du 5 août 2006 portant assentiment au troisième contrat de gestion entre l'Etat belge et la société anonyme de droit public à finalité sociale « Coopération technique belge », ci-après dénommé « le contrat de gestion »;

Vu la convention spécifique dénommée « Programa de apoyo a la política de aseguramiento universal en salud en el Perú : Apoyo Técnico » conclue entre le Royaume de Belgique et le Pérou en date du 21-03-2013 ci-après dénommée « la convention spécifique », en ce compris le dossier technique et financier y annexé, ci-après dénommé « le DTF » ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er
Objet de la convention

L'Etat belge charge la CTB, qui accepte, de la mise en œuvre de la prestation de coopération « Programa de apoyo a la política de aseguramiento universal en salud en el Perú : Apoyo Técnico », ci-après dénommée « la prestation de coopération », telle que définie dans la convention spécifique et dans le dossier technique et financier y annexé.

Article 2
Budget de la prestation de coopération

La contribution belge pour atteindre l'objectif spécifique de la prestation est de 13.500.000 € (treize millions cinq cent mille euros), comme stipulé dans la convention spécifique.

Le plan financier indicatif avec un échéancier annuel figurant dans le DTF se trouve en annexe 1 de la présente convention.

Article 3
Rémunération de la CTB

Les frais de gestion pour la mise en oeuvre de la prestation sont incorporés dans les frais de gestion globaux que la CTB reçoit annuellement.

La CTB perçoit également un bénéfice de 1% des dépenses effectuées et approuvées en régie et des alimentations faites en coopération financière.

Article 4
Modèle pour la justification des dépenses

Le modèle pour la justification des dépenses se trouve en annexe 2 de la présente convention.

Article 5
Droits, obligations et responsabilités de la CTB

Les droits, obligations et responsabilités de la CTB envers l'Etat belge résultant de l'article 1 de la présente convention correspondent à ceux confiés par l'Etat belge à la CTB dans la convention spécifique et dans le dossier technique et financier y annexé.

Article 6
Mécanismes garantissant l'exécution correcte de la prestation de coopération

Ces mécanismes sont ceux mentionnés dans la convention spécifique et dans le dossier technique et financier y annexé.

En outre, les deux parties signataires de la présente convention s'engagent à exécuter leurs obligations et à se porter mutuellement assistance pour la bonne exécution de la prestation de coopération.

Si l'Etat partenaire ne respecte pas les obligations qui lui incombent pour la mise en œuvre de ces mécanismes, et à la demande de la CTB, l'Etat belge attirera l'attention de l'Etat partenaire sur ses droits et obligations découlant de la convention spécifique. Le cas échéant, la CTB pourra proposer à l'Etat belge de suspendre ou de mettre fin à la prestation de coopération.

Article 7
Information de l'Etat belge sur les adaptations apportées au DTF

La CTB informera l'Etat belge, via la Direction Générale de la Coopération au Développement (DGD) à Bruxelles et l'Attaché de la Coopération internationale dans l'Etat partenaire, des adaptations apportées aux éléments du DTF auxquels réfèrent explicitement des articles de la convention spécifique. Spécifiquement, les adaptations sur les éléments suivants seront portées à la connaissance de l'Etat belge, dès leur approbation par le représentant résident de la CTB et le responsable pour l'Etat partenaire :

- formes de mise à disposition de la contribution de la Partie belge et de la Partie nationale,
- résultats, y compris leurs budgets respectifs,
- compétences, attributions, composition et mode de fonctionnement de la structure mixte de concertation locale,
- mécanisme d'approbation des adaptations du DTF,
- indicateurs de résultat et d'objectif spécifique
- modalités financières de mise en œuvre de la contribution des parties.

Cette information comprend le cas échéant un planning financier indicatif adapté.

Article 8
Rapport annuel et rapport final

Le rapport annuel opérationnel et financier comprend :

- l'examen de l'exécution correcte de la présente convention ;
- la recherche des causes des éventuels dysfonctionnements et des éventuels éléments nouveaux qui justifieraient la révision de la présente convention conformément à l'article 11 ci-dessous ;
- l'examen de la prestation de coopération au regard de son efficience, de son efficacité et de sa durabilité ;
- l'examen de la prestation de coopération au regard des indicateurs repris au DTF et notamment, sur la base des suppositions du cadre logique, l'examen de l'évolution du risque au regard de ces mêmes indicateurs.

Le rapport annuel opérationnel et financier sera remis au plus tard le 31 mars de l'année qui suit celle sur laquelle il porte, à l'Etat partenaire et à l'Etat belge, via la DGD à Bruxelles et l'Attaché de la Coopération internationale dans l'Etat partenaire.

Le rapport final comprend :

- un résumé de la mise en œuvre et une synthèse opérationnelle de la prestation de coopération ;
- une présentation du contexte et une description de la prestation de coopération suivant le cadre logique ;
- une appréciation des critères de base d'évaluation de la prestation : pertinence, efficience, efficacité, durabilité et impact ;
- une appréciation des critères d'harmonisation et d'alignement : harmonisation, alignement, gestion orientée vers les résultats, responsabilité mutuelle, appropriation ;
- les résultats du suivi de la prestation de coopération et des éventuels audits ou contrôles, ainsi que le suivi des recommandations émises ;
- les conclusions et les leçons à tirer.

Le rapport final sera remis au plus tard 6 mois après l'échéance de la Convention Spécifique à l'Etat partenaire et à l'Etat belge, via la DGD à Bruxelles et l'Attaché de la Coopération internationale dans l'Etat partenaire.

Article 9
Contrôle et suivi budgétaire

Le modèle de rapport de synthèse budgétaire et financier est présenté en annexe 3 de la présente convention.

Article 10
Evaluation et monitoring

La CTB s'engage à apporter sa collaboration à toute évaluation et monitoring par l'Etat belge durant ou après l'exécution de la prestation de coopération.

Article 11
Procédure de modification de la convention de mise en oeuvre

La présente convention peut être modifiée par simple avenant entre la CTB et l'Etat belge.

Sous réserve de l'application de l'article 18 du contrat de gestion, des modifications peuvent être introduites en cas de circonstances exceptionnelles ou imprévisibles, en présence desquelles la CTB ou l'Etat belge estime déraisonnable d'exécuter la présente convention suivant les modalités convenues.

La CTB ou l'Etat belge notifie sans délai à l'autre partie l'existence et la description des circonstances exceptionnelles ou imprévisibles justifiant la révision de la présente convention, ou la nécessité de modifier celle-ci si l'appréciation de la prestation au regard des indicateurs repris dans le DTF le recommande.

Article 12
Réception de la prestation

La réception de la prestation consiste en l'approbation par l'Etat belge du rapport final de la prestation de coopération mentionné à l'article 8 de la présente convention. Cette réception intervient dans les 60 jours à dater de l'introduction du rapport final auprès de l'Etat belge et le cas échéant, de l'introduction auprès de l'Etat belge des réponses aux questions qu'il aurait sur le rapport final.

Article 13
Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur au moment de sa notification par l'Etat belge à la CTB.

La présente convention prend fin de plein droit au moment de la réception de la prestation par l'Etat belge, sans préjudice du droit pour la CTB d'obtenir après cette date le paiement des sommes lui restant dues par l'Etat belge en exécution de la présente convention.

Article 14
Dispositions finales

Toutes les notifications prévues par la présente convention sont adressées, pour la CTB au Président du Comité de Direction et pour l'Etat belge au Directeur général de la Direction générale de la Coopération au développement.

La présente convention est soumise au droit belge.

Fait à Bruxelles, le 21-05-2013, en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant avoir reçu le sien.

Pour la CTB,

.....
Administrateur

et

.....
Administrateur

Pour l'Etat belge,

.....
Ministre de la Coopération au Développement
ou son délégué

Visé le – Geviseerd op 5.12.2011

Alice Baudine
Regeringscommissaris

Annexe 1

Plan financier indicatif

PRESUPUESTO TOTAL				Modo de Ejecución	BUDGET TOTAL	%	Año 1	Año 2	Año 3	Año 4	Año 5
A			**Cobertura de afiliación y beneficios del SIS extendida con garantías de calidad en marco del AUS**		**11.419.680**	**85%**	**1.769.536**	**4.379.900**	**2.517.114**	**2.153.130**	**600.000**
R.1. Extender el aseguramiento en salud en regiones de pobreza y extrema pobreza					**600.000**	**4%**	**100.000**	**150.000**	**150.000**	**100.000**	**100.000**
A	*01*		*Promover las afiliaciones en la poblacion objetivo en regiones de pobreza y extrema pobreza.*	*cogestion*	***600.000***	**4%**	***100.000***	***150.000***	***150.000***	***100.000***	***100.000***
		01	Implementar un plan de incentivos para incrementar las afiliaciones en regiones de pobreza y extrema pobreza.	cogestion	250.000		50.000	50.000	50.000	50.000	50.000
		02	Monitorizar la afiliación de las mujeres en edad fertil de la población objetivo en regiones en condiciones de pobreza y extrema pobreza	cogestion	350.000		50.000	100.000	100.000	50.000	50.000
R.2. Ampliar la cobertura de beneficios de acuerdo al perfil demográfico y epidemiológico de la población					**1.250.000**	**9%**	**550.000**	**550.000**	**50.000**	**50.000**	**50.000**
A	*02*		*Diseño e implementación de nuevas propuestas de mecanismo de pago para el segundo y tercer nivel de atención.*	*cogestion*	***800.000***	**6%**	***300.000***	***500.000***	***0***	***0***	***0***
		01	Implementacion de mecanismos de pago y realización de ajustes	cogestion	400.000			400.000	0	0	0
		02	Estudios y propuesta para la creación del fondo de operación del Seguro Subsidiado y semi contributivo	cogestion	300.000		300.000		0	0	0
		03	Elaboración de los instrumentos financieros para la administración de los fondos del Seguro	cogestion	100.000			100.000	0	0	0
A	*02*		*Desarrollar nuevos esquemas de contrataciones de servicios de salud, con la articulación de los diversos prestadores (privados, fuerzas policiales, fuerzas armadas, EsSalud, otros).*	*cogestion*	***450.000***	**3%**	***250.000***	***50.000***	***50.000***	***50.000***	***50.000***
		04	Elaboración de tarifas para las prestaciones del II y III nivel de atención	cogestion	200.000		200.000	0	0	0	0
		05	Generación de convenios con entidades públicas y privadas para intercambio prestaciones	cogestion	250.000		50.000	50.000	50.000	50.000	50.000
R.3. Garantizar la calidad de la atención, mediante la introducción de garantías en el Plan Esencial de Aseguramiento en Salud.					**2.492.418**	**18%**	**286.593**	**1.183.400**	**561.825**	**370.600**	**90.000**
A	*03*		*Implementar mecanismos de supervisión y sistemas de supervisión y vigilancia social*	*cogestion*	***1.137.418***	**8%**	***181.593***	***350.900***	***294.325***	***240.600***	***70.000***
		01	Desarrollar un sistema de información a los asegurados respecto a las coberturas, condiciones y limitaciones del contrato para los Régimenes Subsidiado y Semi subsidiado	cogestion	200.000		40.000	80.000	40.000	40.000	
		02	Implementar el Centro de Atención al Asegurado a nivel nacional	cogestion	537.418		101.593	160.900	164.325	110.600	
		03	Mejoramiento del sistema de información a los prestadores	cogestion	200.000		40.000	60.000	40.000	40.000	20.000
		04	Implementar un plan de incentivos para el mejor desempeño del prestador.	cogestion	200.000			50.000	50.000	50.000	50.000

				Modo de Ejecución	BUDGET TOTAL	%	Año 1	Año 2	Año 3	Año 4	Año 5
R.3. Garantizar la calidad de la atención, mediante la introducción de garantías en el Plan Esencial de Aseguramiento en Salud.					**2.492.418**	**18%**	**286.593**	**1.183.400**	**561.825**	**370.600**	**90.000**
A	*03*		*Implementar mecanismos de supervisión del SIS*	*cogestion*	***250.000***	**2%**	***0***	***110.000***	***60.000***	***60.000***	***20.000***
		05	Desarrollar e implementar los procesos de mejoramiento en Control y Evaluación de Prestaciones del Seguro	cogestion	50.000			50.000	0	0	0
		06	Generación de Capacidades para mejorar los mecanismos de supervisión, control prestacional.	cogestion	200.000			60.000	60.000	60.000	20.000
A	*03*		*Conformación de instancias de gestión descentralizada, con participación de los niveles nacional, regional y local*	*cogestion*	***1.105.000***	**8%**	***105.000***	***722.500***	***207.500***	***70.000***	***0***
		07	Generaciòn de Capacidades Financieras: en supervisión, liquidación, monitoreo y evaluación del gasto en su ambito de trabajo, en las Regiones del Programa	cogestion	100.000		25.000	25.000	25.000	25.000	0
		08	Encuestas a nivel nacional para medir el grado de satisfacción de los asegurados y el conocimiento de los prestadores	cogestion	247.500		80.000	72.500	50.000	45.000	0
		09	Capacitar al personal de la ODSIS y Regiones del Programa	cogestion	375.000		0	375.000	0	0	0
		10	Implementacion y equipamiento de las Sedes Macroregionales	cogestion	382.500			250.000	132.500	0	0
R.4. Fortalecer el Seguro Integral de Salud en el Marco del AUS					**7.077.262**	**52%**	**832.943**	**2.496.500**	**1.755.289**	**1.632.530**	**360.000**
A	*04*		*Fortalecimiento del SIS*	*cogestion*	***7.077.262***	**52%**	***832.943***	***2.496.500***	***1.755.289***	***1.632.530***	***360.000***
		01	Implementación del Plan de comunicación a nivel nacional	cogestion	2.357.180		230.000	650.000	650.000	527.180	300.000
		02	Generación de Capacidades de la IAFAS SIS en Aseguramiento Publico	cogestion	549.239		0	500.000	49.239	0	0
		03	Capacitación del personal del SIS para el desarrollo de mecanismos de pago, esquemas de intercambio prestacional, evaluaciones económicas y epidemiológicas, y gestión de seguros de salud.	cogestion	300.000		60.000	60.000	60.000	60.000	60.000
		04	Fortalecimiento de los sistemas informaticos del SIS.	cogestion	3.870.843		542.943	1.286.500	996.050	1.045.350	0
X			**Reserva Presupuestaria (max 5% * total actividades)**		**67.500**	**1%**					**67.500**
X	*01*		*Reserva Presupuestaria*	*cogestion*	*67.500*	**1%**					*67.500*
X	01	01	Reserva Presupuestaria COGESTION	cogestion	67.500						67.500
Z			**Gastos Generales**		**2.012.820**	**15%**	**447.139**	**383.014**	**411.014**	**391.014**	**380.639**
Z	*01*		*Gastos de personal*	*regie*	*1.311.000*	**10%**	*262.200*	*262.200*	*262.200*	*262.200*	*262.200*
Z	01	01	Asistencia Técnica	regie	840.000		168.000	168.000	168.000	168.000	168.000
Z	01	02	Equipo financiamiento, administración y Monitoreo	regie	345.000		69.000	69.000	69.000	69.000	69.000
Z	01	03	Equipo de apoyo	regie	126.000		25.200	25.200	25.200	25.200	25.200
Z	*02*		*Inversiones*	*cogestion*	*110.000*	**1%**	*90.000*	*3.000*	*3.000*	*11.000*	*3.000*
Z	02	01	Vehículos	cogestion	35.000		35.000	0	0	0	0
Z	02	02	Equipamiento Oficina	cogestion	43.000		35.000	0	0	8.000	0
Z	02	03	Equipamiento Tecnológico	cogestion	32.000		20.000	3.000	3.000	3.000	3.000

				Modo de Ejecución	BUDGET TOTAL	%	Año 1	Año 2	Año 3	Año 4	Año 5
Z			**Gastos Generales**		**2.012.820**	**15%**	**447.139**	**383.014**	**411.014**	**391.014**	**380.639**
Z	*03*		*Gastos de funcionamiento*	*cogestion*	*415.820*	*3%*	*64.939*	*95.314*	*95.314*	*95.314*	*64.939*
Z	03	01	Servicios y gastos de mantenimiento	cogestion	42.000		8.400	8.400	8.400	8.400	8.400
Z	03	02	Gasto de funcionamiento de vehículos	cogestion	16.320		3.264	3.264	3.264	3.264	3.264
Z	03	03	Telecomunicaciones	cogestion	9.000		1.800	1.800	1.800	1.800	1.800
Z	03	04	Material de oficina	cogestion	18.000		3.600	3.600	3.600	3.600	3.600
Z	03	05	Misiones y otros gastos de funcionamiento: viáticos, subsistencias y transporte de personal	cogestion	243.000		30.375	60.750	60.750	60.750	30.375
Z	03	06	Gastos de representación y de comunicación externa		50.000		10.000	10.000	10.000	10.000	10.000
Z	03	11	Presupuesto para comunicación y publicación	cogestion	37.500		7.500	7.500	7.500	7.500	7.500
Z	*04*		*Auditoria, Monitoreo y Evaluación*	*regie*	*176.000*	*1%*	*30.000*	*22.500*	*50.500*	*22.500*	*50.500*
Z	04	01	Evaluación	regie	56.000				28.000		28.000
Z	04	02	Auditorías	regie	60.000			15.000	15.000	15.000	15.000
Z	04	03	Backstopping	regie	30.000			7.500	7.500	7.500	7.500
	04	04	Linea de base	regie	30.000		30.000				
TOTAL					**13.500.000**		**2.216.675**	**4.762.914**	**2.928.128**	**2.544.144**	**1.048.139**
				REGIE	**1.487.000**		**292.200**	**284.700**	**312.700**	**284.700**	**312.700**
				COGESTION	**12.013.000**		**1.924.475**	**4.478.214**	**2.615.428**	**2.259.444**	**735.439**

Annexe 2

Modèle pour la justification des dépenses

Aperçu des Dépenses pour le Projet X 20XX

	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	Total
Dépenses Régie					
Dépenses Coop. fin. *					
Alimentation Coop. fin.					
Total Dépenses					
total Dépenses Régie + Alimentation Coop. Fin.					

* hors appui budgétaire

Annexe 3

Modèle pour le rapport de synthèse budgétaire et financier

Suivi budgétaire projet X

	Budget	Dépenses n-x	Dépenses n-1	Dépenses n	Dépenses Total	Budget Solde	Ratio Dépenses / Budget (%)
Ligne budgétaire 1							
Ligne budgétaire 2							
Ligne budgétaire 3							
...							